



Emnet Dereje/Save the Children

RÉSUMÉ

UN SOCLE POUR ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS



Save the Children

Comment des prestations universelles pour enfants permettraient de bâtir un avenir plus juste, plus inclusif et plus résilient



Résumé

Le choc économique mondial sans précédent engendré par la COVID-19 pourrait faire reculer plus de dix ans de progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté et des privations chez les enfants. D'après une analyse, le nombre d'enfants vivant dans une pauvreté monétaire pourrait augmenter de plus de 100 millions en 2020¹. Si nous n'agissons pas pour remédier à ce problème, l'héritage le plus durable de la COVID-19 se traduira par une hausse sans précédent des privations durant l'enfance, avec des conséquences à long terme.

Ci-dessus : Babita* vit au Népal, où le gouvernement élargit progressivement l'accès aux prestations pour enfants.

**son nom a été modifié afin de protéger son identité*

¹ Save the Children et UNICEF (2020). [Coronavirus Invisible Victims – Children in Monetary Poor Households](#) (Les victimes invisibles du coronavirus : les enfants vivant dans des foyers aux faibles ressources monétaires).

Tandis que les pays et les ménages du monde entier continuent de ressentir les effets économiques de la pandémie de COVID-19, les appels visant à élargir et à renforcer les mesures gouvernementales de protection sociale sont désormais reconnus, de façon quasi universelle, comme un moyen de protéger les citoyens et de soutenir les économies locales. En dépit de ce consensus grandissant, il est néanmoins **essentiel de se demander quels types de régimes de protection sociale doivent être favorisés.**

Les prestations universelles pour enfants (PUE) sont des revenus versés régulièrement et sans condition, sous la forme de transferts monétaires ou fiscaux, aux personnes qui ont des enfants à charge, et ce depuis la grossesse ou la naissance jusqu'aux 18 ans de l'enfant. Elles peuvent cependant être limitées, dans un premier temps, à une tranche d'âge plus restreinte, en ne couvrant par exemple que les enfants en bas âge.

Dans ce rapport, nous appelons les gouvernements, les bailleurs de fonds et les autres partenaires de développement à soutenir d'urgence un élargissement de la couverture de protection sociale des enfants et des personnes qui s'en occupent (pour la plupart des femmes), en se dirigeant progressivement vers des PUE.

Cela assurerait aux enfants une sécurité de base en termes de revenus, conformément à la cible 3.1 des Objectifs de développement durable, qui vise à établir des socles de protection sociale dans tous les pays d'ici 2030.



Nina Raingold/Save the Children

Bien que de nombreux pays soient soumis à des pressions fiscales sans précédent, le rapport fournit des exemples et des recommandations démontrant que la plupart des pays *peuvent* prendre des mesures en faveur de PUE et que l'absence de telles prestations pourrait engendrer des coûts bien plus élevés.

Il existe trois grandes raisons pour lesquelles nous devons de toute urgence accroître la couverture de protection sociale pour les enfants :

1 Bien trop d'enfants à travers le monde continuent à souffrir de la faim, de malnutrition et de nombreuses autres formes de privations.

Les enfants courent un risque disproportionné de vivre dans une extrême pauvreté et sont les plus exposés aux dommages irréversibles qu'engendrent les privations, même si celles-ci sont de courte durée.

2 Les privations que subissent plusieurs millions d'enfants gâchent leur avenir et nuisent à la productivité, à la croissance économique et à la cohésion sociale.

Assurer en priorité une sécurité de base en termes de revenus pour les enfants, indispensable pour leur permettre d'accéder à d'autres services essentiels, constitue l'un des investissements les plus sensés que puissent faire les gouvernements sur le plan économique (et social).

3 Tous les enfants ont droit à une protection sociale, comme le prévoit la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et d'autres accords ratifiés à l'échelle internationale.

Aujourd'hui, pourtant, les enfants courent un risque disproportionné de pâtir d'une faible couverture des mesures de protection sociale.

Les transferts monétaires donnés directement aux personnes qui s'occupent d'enfants constituent l'une des réponses les mieux étayées et générant le plus d'effets immédiats pour réduire diverses formes de pauvreté et de privations chez les enfants. Leur impact positif dans de nombreux domaines touchant les enfants a été démontré, notamment en termes de nutrition, de santé, d'éducation et de protection de l'enfance. Ils ont même permis de réduire certaines pratiques préjudiciables telles que le travail des enfants, le mariage précoce et la violence domestique. Toutefois, pour obtenir des résultats optimaux, les gouvernements doivent également associer les bénéficiaires des programmes de transferts monétaires à des services publics de qualité.



Les prestations pour enfants sont fréquemment versées à des femmes, qui sont souvent les principales ou les seules personnes à s'occuper des enfants. En plus d'aider les enfants, les transferts monétaires peuvent réduire les violences conjugales et contribuer à l'autonomisation des femmes et des filles. Ces prestations nécessitent cependant que les programmes de transferts monétaires tiennent compte des normes de genre inégales, des croyances et de la dynamique des pouvoirs, et y remédient.

Dans la lignée des accords mondiaux sur les droits de l'homme, les transferts monétaires devraient faire partie de l'engagement d'un gouvernement à offrir à tous ses citoyens une protection sociale fondamentale. En l'absence de tout système national de protection sociale ou lorsque les autorités n'ont pas les capacités ou la volonté d'apporter de l'aide, c'est au système humanitaire qu'il incombe de remplir ce rôle.

Les transferts monétaires sont de plus en plus reconnus comme étant parmi les interventions humanitaires les plus efficaces ; leur approche respecte davantage la dignité, en permettant au ménage bénéficiaire, et non au bailleur de fonds, de choisir les dépenses prioritaires. Bien qu'il soit vital d'apporter des réponses à court terme face au choc économique de la COVID-19, ce rapport préconise vivement aux gouvernements et aux partenaires de développement de chercher des moyens d'évoluer vers des mesures de protection sociale à plus long terme, dirigées par les gouvernements.

Ce rapport établit huit raisons pour lesquelles les gouvernements devraient envisager une couverture universelle, et non ciblée, des enfants.

Ces raisons englobent les avantages socio-économiques, les conséquences négatives qui pourraient être évitées en renonçant à cibler étroitement les familles les plus pauvres, et le droit universel de chaque enfant de jouir d'une protection sociale. Toutefois, lorsque cela est réalisable, le fait de verser des prestations d'un montant supérieur aux ménages à plus faibles revenus aura un impact plus important sur la réduction de la pauvreté.

Bien que l'on ait constaté avec surprise que la mise en place de PUE soit financièrement accessible pour la plupart des pays, nombreux sont ceux qui n'investissent toujours pas suffisamment dans cette direction. Ce rapport cite des exemples concrets qui montrent comment les pays peuvent créer de plus grandes opportunités fiscales et mettre en place les bases qui leur permettront d'évoluer progressivement vers des PUE exhaustives.

Pour commencer, il est important que les gouvernements couvrent tous les enfants durant leurs premières années de vie, de la conception jusqu'à leur cinquième anniversaire. Cela englobe la « fenêtre d'opportunité des 1 000 premiers jours », une période critique qui comptabilise 70 % des cas de malnutrition et au cours de laquelle se forme le développement de la petite enfance qui définit les futures chances d'un enfant.

Ce rapport émet globalement trois recommandations essentielles :

1 Les gouvernements doivent investir en priorité dans les enfants, en créant davantage d'opportunités fiscales favorisant une protection sociale axée sur ces derniers, à hauteur minimum de 1 % de la production économique (PIB) de leur pays.

En ce qui concerne certains pays, les bailleurs de fonds et les partenaires de développement devraient aller plus loin pour garantir la mise en place de mesures de financement temporaires, par exemple en allégeant les dettes ou en instaurant un fonds mondial en faveur de la protection sociale.

2 Les gouvernements doivent s'orienter progressivement vers une couverture universelle.

C'est en appliquant le principe de l'universalité à tous les enfants, en particulier durant leurs premières années de vie, et en veillant à établir des liens avec d'autres services essentiels que l'on pourra générer le plus fort retour sur investissement, bâtir un capital humain et faire en sorte qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte. Une attention particulière devra cependant être portée aux besoins spécifiques des groupes vulnérables et des enfants les plus démunis et les plus marginalisés, comme les enfants handicapés ou qui n'ont aucun adulte pour s'occuper d'eux.

3 Les gouvernements doivent concevoir des PUE permettant de faire face aux chocs et dans les pays qui connaissent des crises humanitaires, tous les acteurs doivent s'efforcer davantage d'investir dans une protection sociale dirigée par le gouvernement.

L'un des principaux avantages des prestations pour enfants est qu'elles peuvent permettre aux gouvernements d'identifier les ménages et de leur apporter rapidement de l'aide en cas de chocs importants. Ces programmes doivent donc être conçus de façon à être reliés à des systèmes d'alerte précoce et à pouvoir être adaptés et déployés à grande échelle en cas de chocs. Dans les pays qui connaissent des crises humanitaires, tous les acteurs doivent redoubler d'efforts pour investir dans des régimes de protection sociale à plus long terme, dirigés par le gouvernement.

Save the Children estime que chaque enfant a droit à un avenir. À travers le monde, nous nous efforçons chaque jour d'offrir aux enfants un bon départ dans la vie, la possibilité d'apprendre et une protection contre les préjudices. Lorsqu'une crise frappe et que les enfants sont les plus vulnérables, nous sommes toujours parmi les premiers à intervenir et parmi les derniers à quitter les lieux. Nous veillons à ce que les enfants parviennent à se faire entendre et à ce que leurs besoins uniques soient satisfaits. Nous produisons des résultats durables pour des millions d'enfants, y compris ceux qui sont les plus difficiles à atteindre.

Au quotidien comme en temps de crise, nous faisons tout ce qu'il faut pour les enfants, en transformant leur vie et l'avenir que nous avons en commun.



Jonathan Hyams / Save the Children



Save the Children

Publié par

Save the Children International
St Vincent House
30 Orange Street
London
WC2H 7HH
Royaume-Uni
+44 (0)20 3272 0300
www.savethechildren.net

Première parution octobre 2020

© Save the Children 2020

Cette publication est soumise à des droits d'auteur, mais peut être reproduite gratuitement par toute méthode souhaitée à des fins d'enseignement, mais en aucun cas à des fins de revente. Toute copie effectuée dans d'autres circonstances nécessitera l'autorisation écrite préalable de l'éditeur et pourra donner lieu au versement de droits d'auteur.